



# Débat d'orientations budgétaires 2014



## **L'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales rend obligatoire, dans les communes de plus de 3.500 habitants, et dans un délai de 2 mois précédant le vote du budget primitif, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires au sein du conseil municipal.**

Si les textes ne précisent pas le contenu de ce débat et que ce dernier ne présente aucun caractère décisionnel, celui-ci doit permettre aux élus :

- ✓ d'être informés sur l'évolution de la situation financière de leur collectivité ;
- ✓ de débattre des orientations pluriannuelles.

Il constitue un moment essentiel de la vie d'une collectivité locale.

Cette première étape du cycle budgétaire est également un élément de sa communication financière.

### **Dans le cadre de ce débat, seront successivement abordés :**

- ✓ l'environnement économique international et national ;
- ✓ la loi de finances et les mesures législatives ;
- ✓ la situation financière de la commune au 31 décembre 2013 ;
- ✓ les orientations du budget 2014 ;
- ✓ l'eau potable ;
- ✓ l'assainissement ;
- ✓ la dette consolidée.

## **L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL**

Les indicateurs publiés au cours de l'été ont montré une légère amélioration de la conjoncture en Europe. Au deuxième trimestre 2013, les chiffres du PIB constatent une hausse de 0,3%. Les projections établies pour la fin de l'année 2013 semblent d'ailleurs confirmer un prolongement de cette tendance. Néanmoins dans ce contexte de croissance faible, les stratégies nationales de désendettement, en particulier française, ne peuvent passer que par une maîtrise forte de la dépense publique.

**En France, pour l'année 2013, l'inflation devrait atteindre 1,3%** (contre 0.8 % anticipé sur 2013), avec des **prévisions de croissance du PIB à 0,2%** (contre 0,1% anticipé sur 2013).

## **LA LOI DE FINANCES ET LES MESURES LÉGISLATIVES**

En France, le projet de loi de finances 2014 s'inscrit dans l'objectif du retour à l'équilibre structurel des finances publiques avant la fin de la législature. Il repose notamment sur 15 milliards d'euros d'économies en dépenses de la part de l'ensemble des administrations publiques.

Le déficit public doit être ramené de 4,1% du PIB en 2013 à 3,6% du PIB en 2014.

Pour satisfaire à cet objectif, il est prévu :

**- la réduction de 1.5 milliards de dotations supprimées aux collectivités territoriales ; 840 millions d'euros pour le bloc communal (0.74% de leurs recettes réelles de fonctionnement). Cela impactera directement la dotation globale forfaitaire (DGF) pour les communes.**

- la hausse des cotisations retraite sur la part salariale

- la diminution du plafond général du quotient familial de 2000 à 1500

- la hausse de la TVA : Le taux normal de TVA passera de 19,6 à 20 % en 2014. Le taux intermédiaire (sur les transports et les déchets notamment) sera augmenté de 7 à 10 %. Quant au taux réduit sur les produits de première nécessité, il sera abaissé d'un demi-point (de 5,5 à 5 %).

Le Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) quant à lui, et comme annoncé lors de sa création, croit de 210 millions d'euros en 2014. Des aménagements sont prévus notamment par la prise en compte du revenu par habitant ainsi que de nouvelles modalités de répartition. Ces aménagements se traduisent par une augmentation du FPIC pour Bouxières-aux-Dames passant de 9 793€ en 2013 à 15 506€ en 2014.

Diverses mesures verront également le jour, comme :

• la hausse du FCTVA qui passera à 15,761 % au lieu de 15,482% en raison de la hausse de la TVA.

# LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE AU 31 DÉCEMBRE 2013

## Les dépenses de fonctionnement

	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	CA 13	N/N-1
Charges à caractère g <sup>l</sup> (011)	624	633	604	669	721	614	709	15,6%
Personnel (012)	1118	1150	1204	1230	1221	1297	1331	2,6%
Autres charges de g <sup>o</sup> (65)	403	428	338	327	339	338	316	-6,6%
Charges fi. certaines	9	9	8	7	5	4	3	-28,6%
Dotations /amortissements	60	60	87	120	125	108	113	5,0%
Ch. excep.+VNC+diff/réalis+Atténuation de produits (FPC)	5	249	0	2	5	4	17	369,0%
<b>Total</b>	<b>2219</b>	<b>2530</b>	<b>2241</b>	<b>2355</b>	<b>2416</b>	<b>2365</b>	<b>2490</b>	<b>5,3%</b>

(Les dépenses de fonctionnement réelles correspondent aux 4 premières lignes du tableau)

Entre 2012 et 2013, les dépenses de fonctionnement ont augmentés de 5,3%. L'augmentation des charges générales est due en grande partie à un rattrapage dans le paiement des factures de traitements d'eau pluviale. En 2012, seul un semestre avait été facturé.

La progression des charges de personnel se justifie par le recrutement de 5 contrats aidés : 4 pour les services techniques et 1 pour le service périscolaire. Il est à noter qu'en contrepartie, nous percevons des recettes de l'État qui correspondent à 75% des salaires, soit **55 976 € en 2013**. En conséquence, si on prend en compte ces recettes, **le coût net des dépenses de personnel en 2013 s'élève à 1 274 797 €, soit une diminution de 1.78% par rapport à 2012.**

Les charges de gestion courante ont baissé de 6.6%, de même que les charges financières (intérêts de la dette) représentant seulement 2 942€ en 2013.

## Les recettes de fonctionnement

	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	CA 13	N/N-1
Atténuat <sup>o</sup> de charges (013)	51	24	50	80	70	81	148	82,1%
Produits des services (70)	141	170	139	140	142	157	158	0,5%
Impôts et taxes	1281	1320	1385	1393	1443	1495	1526	2,0%
Dotations et participations	943	970	953	926	962	1036	1018	-1,7%
Autres produits de g <sup>o</sup> (75)	41	17	12	16	69	48	43	-11,2%
Produits exceptionnels (76) et (77), reprises sur provisions (78)	89	263	34	18	34	14	14	-1,4%
Transf. ch. diff. réalisat <sup>o</sup> (776), travx en régie (722)=chap 042		32	150	6	35	75	1	-99,1%
<b>Total</b>	<b>2547</b>	<b>2797</b>	<b>2723</b>	<b>2578</b>	<b>2754</b>	<b>2906</b>	<b>2906</b>	<b>0,0%</b>

(Les recettes de fonctionnement réelles correspondent aux 6 premières lignes du tableau)

Les recettes de fonctionnement n'ont pas évoluées. L'explication réside dans la diminution de 74 000€ de recette non réelles (opération d'ordre : chap. 42). En effet, si l'on s'intéresse uniquement aux recettes réelles, celles-ci ont augmentées de 2,7% entre 2012 et 2013 passant de 2 830 716€ à 2 905 777€.

## L'allocation de compensation de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey

Depuis 2002, la taxe professionnelle (TPU) est perçue par la Communauté de Communes et nous est reversée. Il est à souligner que cette attribution de compensation a malheureusement baissé depuis 2008 en raison de la perte des bases de TP due à la situation de la société Kronenbourg à Champigneulle.

	Allocation de compensation	Variation en €	Variation en %
<b>2005</b>	<b>92 600 €</b>		
2006	84 940 €	7 660 €	-8,27%
2007	91 934 €	6 994 €	8,23%
2008	82 884 €	-9 050 €	-10,92%
2009	83 565 €	681 €	0,81%
2010	63 025 €	-20 540 €	-32,59%
2011	56 616 €	-6 409 €	-11,32%
2012	56 200 €	-416 €	-0,74%
<b>2013</b>	<b>56 200 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0,00%</b>

## Les excédents de fonctionnements

	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	CA 13	N/N-1
Excédent de fonctionnement hors résultats exceptionnels	274	252	449	207	309	531	421	-22,1%
Excédent de fonctionnement de l'année	357	266	482	223	338	541	417	-22,9%

## Les dépenses d'investissement en 2013

	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	CA 13
Divers	2	1	24	24	4	46	20
Immo en cours (chap 040 et 041)				0	103	75	2
Remboursement d'emprunts	29	31	30	35	37	37	38
Immobilisations incorporelles (sauf subv° pers. de dt privé)	16	37	47	17	0	12	3
immobilisations corporelles + participation SPL (c/26)	62	259	119	81	54	85	149
dont matériel scolaire et de bureau				4	2	2	3
dont matériel de transport	3	195	15	7			
dont autres immobilisations corporelles	59	64	104	68	50	50	146
Immo en cours (travaux)	242	447	634	312	218	515	826
dont éclairage public					3	186	42
dont divers travaux	73	18	69	33	0		3
dont rénovation du patrimoine	105	2			40	152	113
dont voirie / parkings / avaloirs / sécurité incendie	5			159	11	15	
dont réhabilitation presbytère	38	44	163	0			
dont travaux accessibilité handicapés et d'économie d'énergie				3	163	112	
dont salle socioculturelle et aire de covoiturage	21	363	9			49	516
dont Aménagement foyer rural							56
dont citystade, aire de jeux							96
dont autre		20	394	117			
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>775</b>	<b>855</b>	<b>470</b>	<b>416</b>	<b>771</b>	<b>1038</b>

### La commune a réalisé plus de 800 000€ de travaux en 2013 dont :

- 516 000 € pour la salle socioculturelle,
- 113 000 € pour la rénovation du patrimoine (Rénovation du carrelage de l'école R. THIBAULT, de la façade de l'école Kierren, de la toiture des services techniques, remplacement de la chaudière de la mairie, etc)
- 56 000 € pour l'aménagement du foyer rural,
- 68 782 € pour la création du city-stade,
- 27 289 € pour l'aire de jeux du Champs Saint-Nicolas et des écoles Kierren et Guerquin,
- 41 541 € pour la rénovation de l'éclairage public.

## Une situation financière satisfaisante

ANALYSE FINANCIERE	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	CA 13
Recettes courantes de fonct <sup>1</sup>	2487	2533	2888	2560	2720	2892	2893
Charges de gestion courante	2144	2212	2145	2227	2281	2249	2356
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>343</b>	<b>321</b>	<b>544</b>	<b>333</b>	<b>439</b>	<b>643</b>	<b>537</b>
Variation n/n-1	6%	-6%	69%	-39%	32%	47%	-16%
Charges financières	9	9	8	7	5	4	3
Variation n/n-1	-16%	-7%	-7%	-19%	-24%	-17%	-29%
Produits exceptionnels	89	263	34	18	34	14	14
Charges exceptionnelles	5	249	0	2	5	4	17
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>83</b>	<b>14</b>	<b>34</b>	<b>16</b>	<b>29</b>	<b>10</b>	<b>-4</b>
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2576	2797	2723	2578	2754	2906	2906
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2159	2470	2154	2235	2291	2257	2376
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>417</b>	<b>327</b>	<b>569</b>	<b>343</b>	<b>463</b>	<b>648</b>	<b>530</b>
Variation n/n-1	29%	-22%	74%	-40%	35%	40%	-18%
Emprunts remboursés (en capital)	29	31	30	35	37	37	38
<b>EPARGNE NETTE (disponible)</b>	<b>389</b>	<b>296</b>	<b>539</b>	<b>308</b>	<b>426</b>	<b>611</b>	<b>492</b>
Variation n/n-1	40%	-24%	82%	-43%	39%	43%	-20%
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	123	599	353	520	243	242	282
<b>CAPACITE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS A</b>	<b>511</b>	<b>895</b>	<b>892</b>	<b>828</b>	<b>669</b>	<b>853</b>	<b>773</b>
Variation n/n-1	-33%	75%	0%	-7%	-19%	27%	-9%
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT B	322	745	825	440	379	733	1000
Variation n/n-1	36%	131%	11%	-47%	-14%	93%	36%
<b>BESOIN DE FINANCEMENT C=B-A</b>	<b>-189</b>	<b>-150</b>	<b>-68</b>	<b>-387</b>	<b>-290</b>	<b>-119</b>	<b>227</b>
NOUVEAUX EMPRUNTS D	0	0	0	84	0	0	0
Variation du fonds de roulement =D-C=résultat de l'exercice	189	150	68	471	290	119	-227
Reprise des résultats antérieurs	462	652	802	870	1340	1631	1750
<b>Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)</b>	<b>652</b>	<b>802</b>	<b>870</b>	<b>1340</b>	<b>1631</b>	<b>1750</b>	<b>1523</b>

Le tableau d'analyse financière ci-dessus montre que la situation de la commune est satisfaisante. **L'épargne de gestion**, à savoir la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette, se monte à 537 000 €. En moyenne, sur les 7 dernières années, l'épargne de gestion se monte à 451 000€. On appelle aussi l'épargne de gestion "capacité courante de financement" avant remboursement de la dette.

Les **charges financières** sont peu importantes et, de surcroît, sont en diminution.

Hormis en 2007, le **résultat exceptionnel** est généralement très peu important.

Il en découle que l'**épargne brute** (ou autofinancement brut ou encore capacité d'autofinancement) se monte à 530 000 €, avec une moyenne depuis 2007 égale à 471 000€. Il s'agit de retirer de l'épargne de gestion les intérêts de la dette et d'ajouter ou de retirer le résultat exceptionnel.

En retirant de l'épargne brute le remboursement des emprunts en capital, on obtient l'**épargne nette** ou autofinancement disponible. Cet indicateur représente le montant à disposition de la collectivité pour investir, une fois les annuités de la dette payées. En 2013, l'épargne nette se monte à **492 000€** avec une moyenne depuis 2007 égale à 437.000 €.

## L'endettement

Nous sommes toujours très peu endettés sur le budget principal. Aucun emprunt n'a été réalisé en 2013. L'encours de la dette (c'est-à-dire le capital restant à rembourser) se monte à 138 601 € au 1<sup>er</sup> janvier 2014, soit moins de 34 euros par habitant.

Cet encours est issu de cinq emprunts :

- ✓ 110.068 euros empruntés en 1999 pour la réhabilitation de logements (taux variable actuellement de 3,38 %).
- ✓ 130.191 euros empruntés en 1999 pour la rénovation de la salle Lambing (taux : 4,30 %).
- ✓ 130.344 euros empruntés en 1999 pour la rénovation de la salle Lambing (à taux zéro).
- ✓ 91.469 euros empruntés en 2001 pour la mise en conformité des chaudières (taux : 5,99 %).
- ✓ 83.715 euros empruntés à la CAF en 2010 pour création de la cantine (à taux zéro)

La commune, sur le budget principal, a en 2013 une **capacité de désendettement de 0,3 année**, calculée par le ratio encours de la dette sur épargne brute, bien loin de la durée maximum communément admise de 12 ans.

À noter également que **la commune n'a souscrit aucun emprunt toxique**.

Enfin, le ratio [dépenses de fonctionnement + remboursement en capital de la dette] / recettes réelles de fonctionnement, doit impérativement être inférieur à 1. Dans le cas contraire, c'est que la collectivité est obligée de puiser dans ses ressources propres d'investissement pour rembourser le capital de la dette.

Le ratio pour la commune de Bouxières-aux-Dames est, en 2013, égal à 0,87.

	2007	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	CA 13
(dép de fonct+amortiss dette)/recettes réelles de fonctionnement	0,87	0,92	0,83	0,93	0,89	0,83	0,87

## Le résultat final

Le résultat comptable final, appelé "fonds de roulement", tient compte des résultats de l'année et des reports des résultats des années passées (voir tableau d'analyse financière de la page précédente).

En partant de l'épargne nette, on ajoute les recettes réelles d'investissement, pour obtenir la **capacité de financement des investissements**. En 2013, elle s'est montée à 773.000 €.

La commune ayant réalisé plus de 1 000 000 € de dépenses réelles d'investissement, on obtient en 2013 un besoin de financement positif de 227 000€, ce qui s'explique par paiement des travaux de la salle socioculturelle avant la perception de la totalité des recettes versée une fois l'opération achevée en 2014.

**Ces 227 000 € constituent le résultat de l'exercice**, hors reprise des résultats antérieurs.

Une fois la reprise des résultats antérieurs effectuée (sur la base du compte administratif 2013 estimé), le **résultat final se monte à 1.523,000 €**.

# LE ORIENTATIONS DU BUDGET 2014

## Les recettes 2014

La commune n'a aucune marge de manœuvre pour dégager de nouvelles recettes, hormis augmenter les impôts des ménages. Or, cette option n'est pas envisageable d'autant en cette période de crise. Il est proposé de ne pas augmenter les taux des impôts locaux, ces derniers augmentant mécaniquement *en raison de la hausse des bases décidée par la précédente loi de finances (2013 : + 1,8 % - Prévvision 2014 : +0.9%)*.

En revanche, l'État propose aux communes de baisser les dotations de 2 %.

## Les dépenses 2014

S'agissant d'abord des dépenses de personnel, nous prévoyons une augmentation de 4 à 5% (à affiner au moment du vote du budget) pour faire face à la réforme des rythmes scolaires, à l'augmentation du traitement salarial des agents de catégorie C, des cotisations de retraites, du SMIC et à l'intégration d'un agent du CCAS dans les effectifs de la mairie (mutation).

Les différentes charges à caractère général telles que les fournitures de bureaux, les frais de télécommunication, les achats de fournitures pour les services techniques etc., ne devront pas augmenter de plus de 2.4 % cette année (hausse de la TVA). Il faut préciser à nouveau que ce n'est pas parce que des crédits sont inscrits au budget qu'il faut les utiliser. En général, grâce à une attention de tous les instants, les charges à caractère général prévues au budget (chapitre 011) ne sont dépensées qu'à hauteur de 80 % en moyenne (83 % en 2011, 73 % en 2012 et 84% en 2013).

Les autres charges de gestion courante comprennent le service d'incendie et de secours, les subventions aux associations ou la participation au CCAS, et vont probablement augmenter de 2 % cette année (à affiner au moment du vote du budget).

## Les investissements en 2014

Parmi les investissements importants proposés, on peut citer (montant TTC) :

Libellé	Entreprise	En régie
Salle socioculturelle	713 835 €	
Construction d'une aire de covoiturage	32 749 €	
Aménagement foyer rural	44 987 €	32 000 €
Arrosage automatique terrain FCB	37 000 €	37 000 €
Porte mais.Arnould et aménag.Foyer Rural	75 000 €	
Toiture service technique	24 000 €	
Rénovation carrelage école primaire RT	15 000 €	
Rénovation escalier extérieur salle du conseil	10 000 €	
Changement fenêtres/porte Poste et ex-logement	34 800 €	
Travaux de sécurité	10 000 €	
Eclairage public	89 500 €	
Rénovation façade salle Lambing		7 000 €
Aménagement parking crèche	89 000 €	
Eglise restauration peintures murales	50 000 €	
<b>TOTAL</b>	<b>1 225 871 €</b>	<b>76 000 €</b>

**Ces investissements seront réalisés sans emprunt.**

Il est à noter la création prochaine d'une commission pour le suivi de l'étude de lancement d'un nouveau bâtiment pour les activités périscolaires.

# L'EAU POTABLE

## Les travaux

Le montant prévisionnel des travaux pour 2014 s'élève à 48 500€ :

- 15 000€ : Prévion de remplacement de branchements d'eau,
- 33 500€ : Remplacement des canalisations des captages 1 et 2 à l'étang de Merrey.
- 50 000€ : Remplacement de canalisations (programme de travaux en cours de réalisation avec Véolia)

## L'endettement

L'encours de la dette sur le budget eau se monte à 124 447 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Deux emprunts sont en cours sur le budget eau :

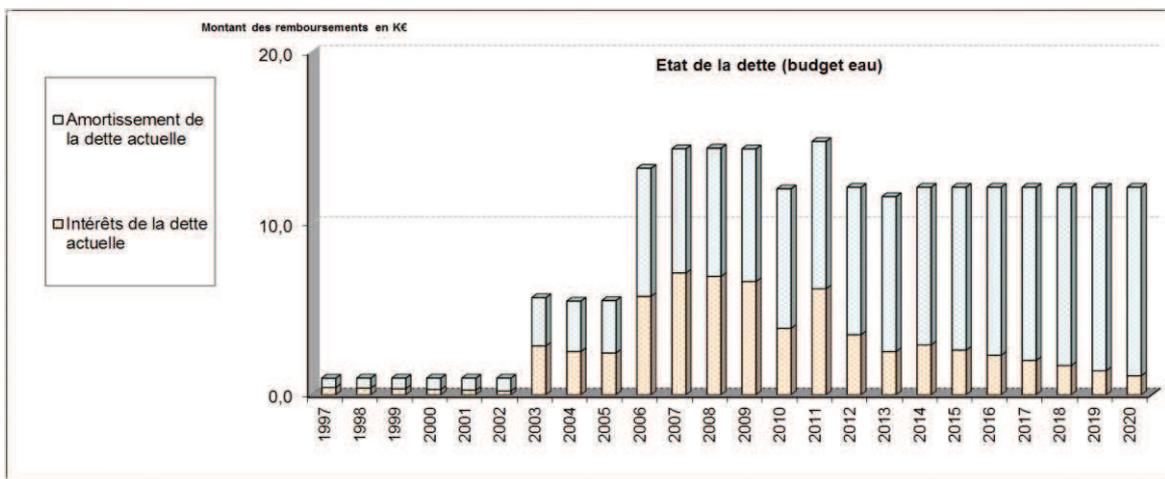
- ✓ 100.000 euros empruntés en 2002 pour des travaux rue du Téméraire (taux variable actuellement à 3,19 %).

Durée restante : 228 mois.

- ✓ 95.000 euros empruntés en 2006 pour des travaux de branchements (taux : 3,62 %).

Durée restante : 84 mois.

Les remboursements figurent sur le graphique suivant :

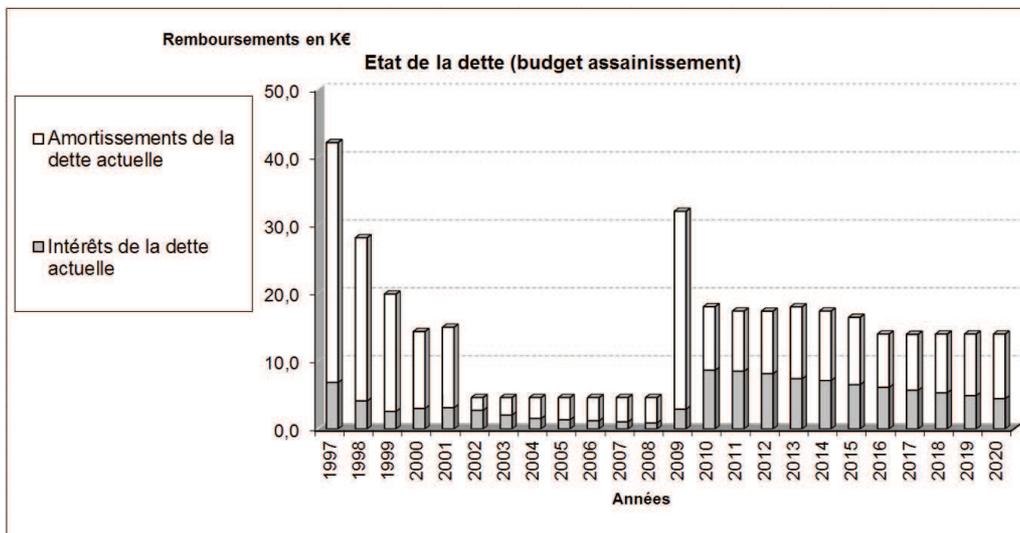


## LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

### L'endettement

L'endettement sur le budget assainissement figure sur le graphique ci-après. Il comprend les deux emprunts suivants (avec un capital restant dû de 136 621 €) :

- ✓ 37.350 euros empruntés en 2000 pour des études diagnostiques (taux variable actuellement à 4,70 %).  
Durée restante : 14 mois.
- ✓ 190.000 euros empruntés en 2009 pour les travaux d'assainissement général (taux : 4,93 %).  
Durée restante : 168 mois.



### Les travaux "Assainissement" en 2013

Le montant prévisionnel des travaux prévus pour 2014 s'élèvent à 214 000 € :

- 210 000 € : solde table d'égouttage et silo.
- 4 000€ : Création d'un regard rue du Téméraire

### 2013, et après...

Il est prévu de refaire complètement la station d'épuration en 2016. Le coût d'une station est, au minimum, de 2 millions d'euros TTC. En prenant comme hypothèse pessimiste que l'Agence de l'eau ne nous finance, en 2016, qu'à hauteur de 20 % (on peut toutefois espérer 40 %), la prospective du budget assainissement montre qu'il sera nécessaire de souscrire un emprunt de l'ordre d'un million d'euros (dans nos calcul, sur 20 ans au taux de 4 %), qui amputera complètement la capacité d'investissement sur le budget assainissement.

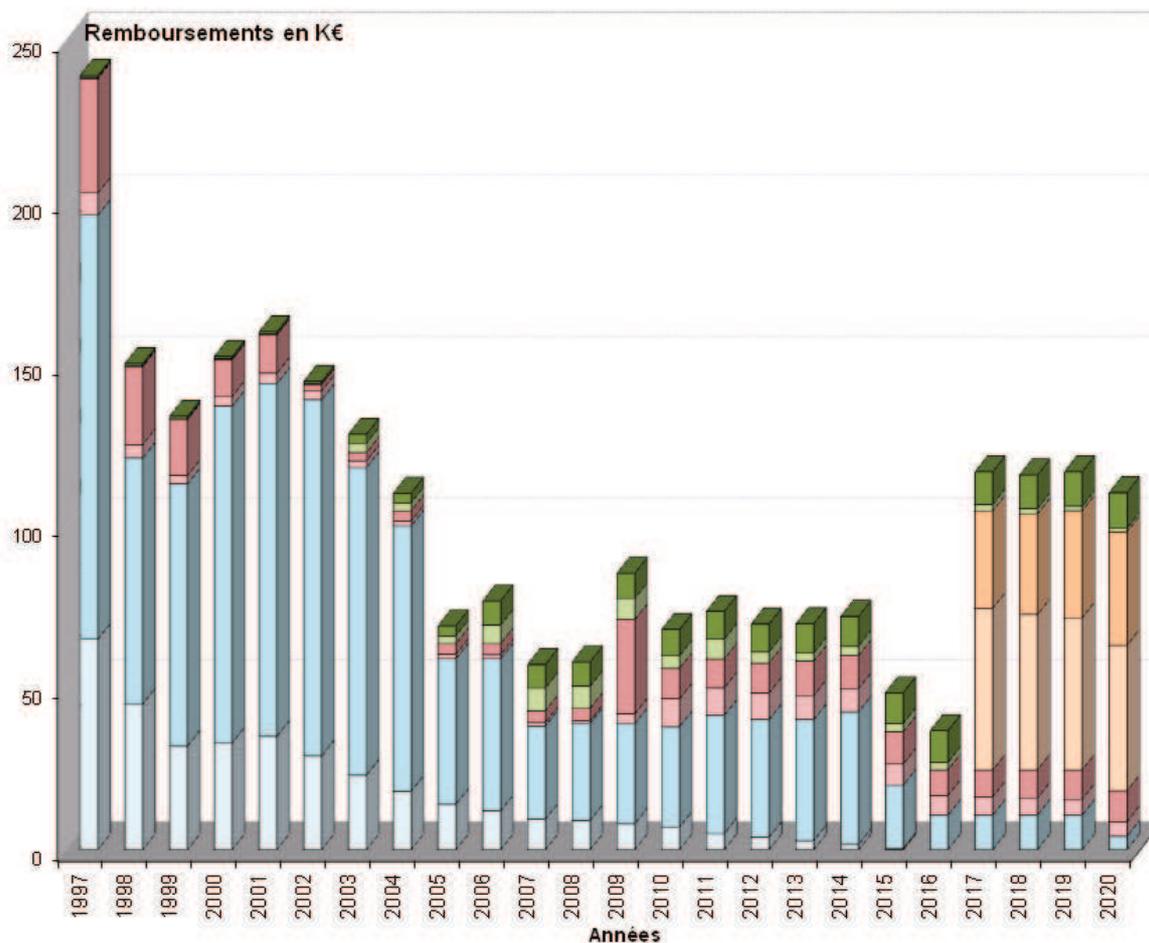
Il faudra réfléchir, courant 2014, à transférer une partie de la surtaxe eau potable sur la surtaxe assainissement.

### La consolidation de la dette

Le graphique ci-après montre l'état des remboursements de l'ensemble des budgets de la commune (budgets général, eau et assainissement), en intégrant l'emprunt à réaliser en 2016 pour la station d'épuration.

On voit que, malgré un emprunt d'un million d'euros sur le budget assainissement en 2016, on reste loin des annuités payées en 1997.

**État de la dette avec nouvel emprunt  
(consolidation du budget principal, du budget eau et du budget assainissement)**



- eau amortissement de la dette actuelle
- eau intérêts de la dette actuelle
- assainissement amortissements nouveaux
- assainissement intérêts nouveaux
- assainissement amortissement en cours
- assainissement intérêts en cours
- budget commune amortissement emprunt en cours
- Budget commune intérêts emprunts en cours

# ANNEXE 1 - LA PROSPECTIVE DU BUDGET PRINCIPAL (EN K€)

## Section de fonctionnement

### Dépenses de fonctionnement

	CA 12	CA 13	2014	2015	2016	2017	
Charges à caractère g <sup>al</sup> (011)	614	709	726	741	756	771	2,4 % en 2014 car tva à 20 % puis 2%
Personnel (012)	1297	1331	1384	1461	1497	1535	→ 4 % en 2014 : Réforme rythme sco. mutation agent CCAS, aug. catégorie C et smic. 5% en 2015 : réforme rythme sco. année pleine
Autres charges de g <sup>o</sup> (65)	338	316	323	329	336	343	
Charges fi. certaines	4	3	2	1	0	0	
Dotations /amortissements	108	113	120	121	122	123	
Ch. excep.+VNC+diff/réalis+Atténuation de produits (FPIC)	4	17	23	23	23	23	Aug <sup>o</sup> du FPIC en 2014
<b>Total</b>	<b>2365</b>	<b>2490</b>	<b>2578</b>	<b>2676</b>	<b>2734</b>	<b>2794</b>	
Variation	-2,09%	5,27%	3,56%	3,78%	2,16%	2,20%	

### Recettes de fonctionnement

	CA 12	CA 13	2014	2015	2016	2017	
Atténuat <sup>o</sup> de charges (013)	81	148	148	148	70	70	Rembt emplois aidés pdt 3 ans+ assur. pers
Produits des services (70)	157	158	161	164	167	171	Tjs 2%
Impôts et taxes	1495	1526	1539	1553	1567	1581	Aug.de 0,9% par an
Dotations et participations	1036	1018	998	1008	988	968	
Autres produits de g <sup>o</sup> (75)	48	43	43	43	43	43	→ -2 % / an sauf 2015 car aug <sup>o</sup> des aides CAF et de Etat en raison de l'aug. des coûts suite à la réforme rythme sco.
Produits exceptionnels (77)et (76), reprises sur provisions (78)	14	14	14	14	14	15	
Transf. ch.,diff. réalisat <sup>o</sup> (776), travx en régie (722)=chap 042	75	1	74	5	5	5	
<b>Total</b>	<b>2906</b>	<b>2906</b>	<b>2977</b>	<b>2935</b>	<b>2855</b>	<b>2853</b>	
Variation	5,52%	0,03%	2,42%	-1,39%	-2,74%	-0,06%	
Excédent de fonctt hors résultats exceptionnels	531	421	407	268	130	67	
Excédent de fonctionnement de l'année	541	417	398	259	121	59	
Variation	59,93%	-22,90%	-4,41%	-34,90%	-53,32%	-51,26%	
Excédents antérieurs de fonct reportés	1351	1892	2308	1002	365	486	
Virement théorique en investissement	0	0	1705	896	0	400	
<b>Solde (virement déduit)</b>	<b>1892</b>	<b>2308</b>	<b>1002</b>	<b>365</b>	<b>486</b>	<b>145</b>	

## Section d'investissement

### Dépenses d'investissement

	CA 12	CA 13	2014	2015	2016	2017	
Divers	46	20	20	5	5	5	5 2013 et 2014 : Subv. EHC Franchi
Immo en cours (chap 040 et 041)	75	2	74	5	5	5	
Remboursement d'emprunts	37	38	41	20	11	11	amortissements réels
Immobilisations incorporelles (sauf subv <sup>o</sup> pers. de dt privé)	12	3	11	5	5	5	
immobilisations corporelles + participation SPL (c/26)	85	149	126	90	90	90	2014 : Fin du financemnt SPL
Immo en cours (travaux)	515	826	1279	1350	215	716	
dont éclairage public	186	42	90	0	0	0	
dont divers travaux		3	13	100	100	100	2014 :Travaux de sécurité et sondage peinture
dont rénovation du patrimoine	152	113	209	50	50	51	2014 : Foyer rural, fenêtres de la Poste, carrelage école,
dont voirie / parkings / avaloirs / sécurité incendie	15		89	150	15	15	2014 : Parking Crèche 2015: Parking Clémenceau
dont travaux accessibilité handicapés et d'économie d'énergie	112			50	50	50	
dont salle socioculturelle et aire de covoiturage	49	516	747				
dont Aménagement foyer rural		56	45				
dont citystade,aire de jeux (2013) et arrosage foot (2014)		96	37				
dont autre			50	1000	0	500	2014(videosurveillance), 2015(Périscolaire), 2017(autre projet)
<b>Total</b>	<b>771</b>	<b>1038</b>	<b>1551</b>	<b>1475</b>	<b>331</b>	<b>832</b>	
Variation	85%	35%	49%	-5%	-78%	151%	

### Recettes d'investissement

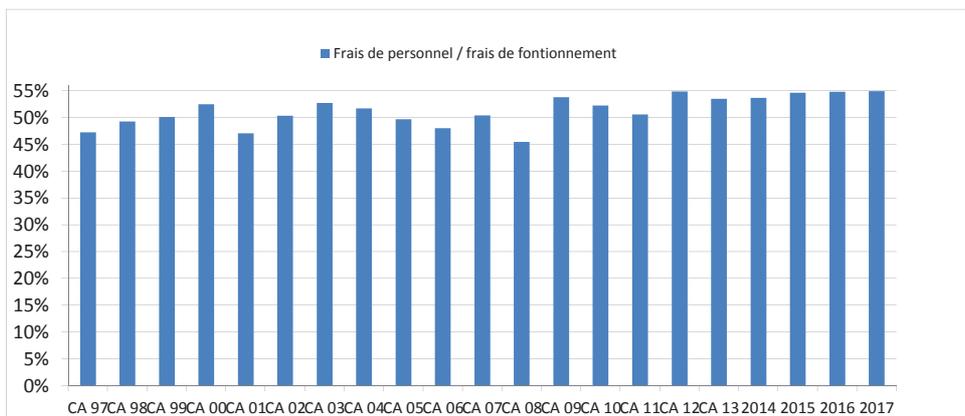
	CA 12	CA 13	2014	2015	2016	2017	
Dotations et fds divers (10) sauf 1068	76	138	171	238	243	67	
dont FCTVA	47	103	151	218	223	47	
dont Taxe locale d'équipement / Taxe d'aménagement	29	35	20	20	20	20	
Subv <sup>o</sup> d'investissement (13)	164	143	397	425	25	175	
dont subvention du conseil général + amendes de police	35	64	137	25	25	25	
dont DETR (ex DGE)	28	62	111	100	0	0	
dont subvention RTE + non réalisation stationnement	41	0	0	0	0	0	
dont fonds de concours CCBP	50	0	0	0	0	0	
dont remboursement de la CCBP sur voirie		0	0	0	0	0	
dont autres subventions (rés. Parl., région, CAF)	11	16	148	300	0	150	
Produit de cession			315	150			Vente Franchi (2014) et Guingot (2015)
Emprunts nouveaux	0	0	0	0	0	0	
Amortissements des immobilisations	108	113	120	121	122	123	
Autres recettes (dont 040 et 041)	1	1	0	0	0	0	
<b>Total</b>	<b>349</b>	<b>395</b>	<b>688</b>	<b>784</b>	<b>390</b>	<b>365</b>	
Variation	-5,03%	13,10%	74,02%	13,95%	-50,24%	-6,34%	
Solde d'investissement de l'année (- si besoin ; + si excédent)	-421	-643	-864	-691	59	-466	
Virement de la section de fonctionnement	0	0	1705	896	0	400	
Solde d'exécution d'investissement reporté (+ si excédent ; - si déficit)	279	-142	-785	56	261	320	
<b>Excédent (+) ou déficit (-) d'investissement après virement</b>	<b>-142</b>	<b>-785</b>	<b>56</b>	<b>261</b>	<b>320</b>	<b>253</b>	

## ANNEXE 2 - L'ANALYSE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL (EN K€)

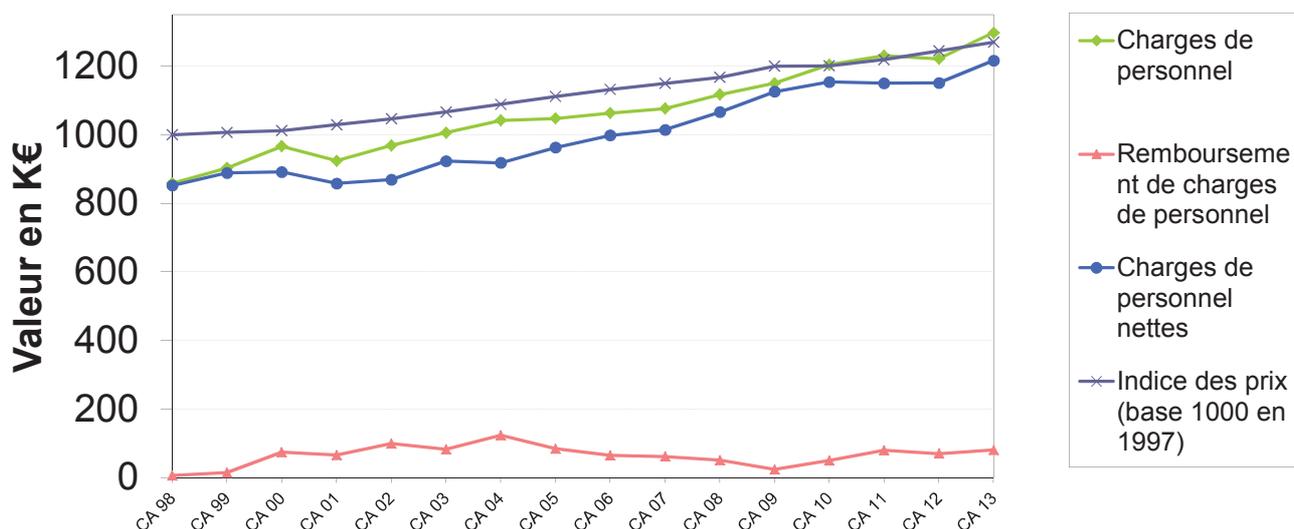
<b>ANALYSE FINANCIERE</b>	<b>CA 12</b>	<b>CA 13</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
Recettes courantes de fonct <sup>t</sup>	2892	2893	2963	2921	2841	2838	
Charges de gestion courante	2249	2356	2433	2531	2589	2648	
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>643</b>	<b>537</b>	<b>529</b>	<b>390</b>	<b>252</b>	<b>190</b>	excédents hors charges financières et exceptionnelles
<i>Variation n/n-1</i>	47%	-16%	-1%	-26%	-35%	-25%	
Charges financières	4	3	2	1	0	0	
<i>Variation n/n-1</i>	-17%	-29%	-32%	-50%	-100%	#DIV/0!	
Produits exceptionnels	14	14	14	14	14	15	
Charges exceptionnelles	4	17	23	23	23	23	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>10</b>	<b>-4</b>	<b>-9</b>	<b>-9</b>	<b>-9</b>	<b>-8</b>	
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2906	2906	2977	2935	2855	2853	
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2257	2376	2458	2555	2612	2671	
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>648</b>	<b>530</b>	<b>518</b>	<b>380</b>	<b>243</b>	<b>182</b>	
<i>Variation n/n-1</i>	40%	-18%	-2%	-27%	-36%	-25%	
Emprunts remboursés (en capital)	37	38	41	20	11	11	
<b>EPARGNE NETTE (disponible)</b>	<b>611</b>	<b>492</b>	<b>477</b>	<b>360</b>	<b>232</b>	<b>171</b>	Tient compte des annuités d'emprunts
<i>Variation n/n-1</i>	43%	-20%	-3%	-25%	-36%	-26%	
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	242	282	568	663	268	242	
<b>CAPACITE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS A</b>	<b>853</b>	<b>773</b>	<b>1045</b>	<b>1023</b>	<b>500</b>	<b>413</b>	Ne tient pas compte des reports
<i>Variation n/n-1</i>	27%	-9%	35%	-2%	-51%	-17%	
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT B	733	1000	1510	1455	320	821	
<i>Variation n/n-1</i>	93%	36%	51%	-4%	-78%	156%	
<b>BESOIN DE FINANCEMENT C=B-A</b>	<b>-119</b>	<b>227</b>	<b>465</b>	<b>432</b>	<b>-180</b>	<b>407</b>	
NOUVEAUX EMPRUNTS D	0	0	0	0	0	0	
Variation du fonds de roulement =D-C=résultat de l'exercice	119	-227	-465	-432	180	-407	
Reprise des résultats antérieurs	1631	1750	1523	1058	626	806	
<b>Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)</b>	<b>1750</b>	<b>1523</b>	<b>1058</b>	<b>626</b>	<b>806</b>	<b>398</b>	
Contrôle (résultats de fonctionnement + résultat d'investissement)	1750	1523	1058	626	806	398	
Différence n n-1	119	-227	-465	-432	180	-407	
<b>FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>CA 12</b>	<b>CA 13</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
Capacité de financement	116%	77%	69%	70%	156%	50%	
Emprunts	0%	0%	0%	0%	0%	0%	
Fonds de roulement	-16%	23%	31%	30%	-56%	50%	
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
	<b>CA 12</b>	<b>CA 13</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
En cours de la dette en capital	194	157	119	78	58	47	
<b>Ratios d'endettement</b>	<b>CA 12</b>	<b>CA 13</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	7%	5%	4%	3%	2%	2%	
Capacité de désendettement=Encours de la dette / épargne brute (ans)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	doit être < 12 ans
Annuité de la dette / épargne de gestion	6%	8%	8%	5%	4%	6%	doit être < 80 %
Annuité de la dette / recettes de fonctionnement	1%	1%	1%	1%	0%	0%	
Encours de la dette / habitant	48 €	38 €	29 €	19 €	14 €	11 €	
Epargne nette / recettes réelles de fonctionnement	21%	17%	16%	12%	8%	6%	
Annuité de la dette / recettes réelles de fonct hors produits exceptionnels	1,4%	1,4%	1,5%	0,7%	0,4%	0,4%	
Intérêts de la dette / dépenses réelles de fonctionnement	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
<b>Ratios relatifs à la capacité d'épargne</b>	<b>CA 12</b>	<b>CA 13</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
Epargne brute/recettes réelles de fonctionnement	22,3%	18,2%	17,4%	13,0%	8,5%	6,4%	moyenne des communes = 13,1 %
Epargne nettes/recettes réelles de fonctionnement	21,0%	16,9%	16,0%	12,3%	8,1%	6,0%	
<b>Rigidité des charges de structure</b>	<b>CA 12</b>	<b>CA 13</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
Frais de personnel / recettes réelles de fonctionnement	45%	46%	46%	50%	52%	54%	
Frais de personnel / frais de fonctionnement	55%	53%	54%	55%	55%	55%	
frais de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	57%	56%	56%	57%	57%	57%	
Charge de personnel - atténuation de charges	1216	1183	1236	1313	1427	1465	
	5,7%	-2,7%	4,5%	6,2%	8,7%	2,6%	
	<b>CA 12</b>	<b>CA 13</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
(dép de fonct+amortiss dette)/recettes réelles de fonctont.	0,83	0,87	0,88	0,92	0,96	0,98	Doit être inférieur à 1

# ANNEXE 3- QUELQUES GRAPHIQUES (RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE SUR LE BUDGET PRINCIPAL)

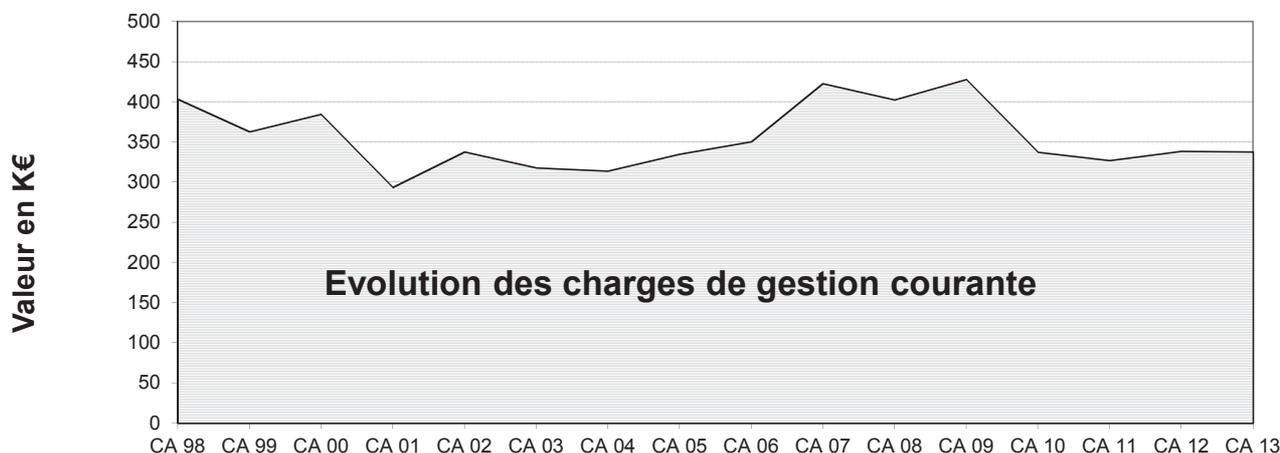
Les frais de personnel représentent un peu plus de la moitié des frais de fonctionnement.



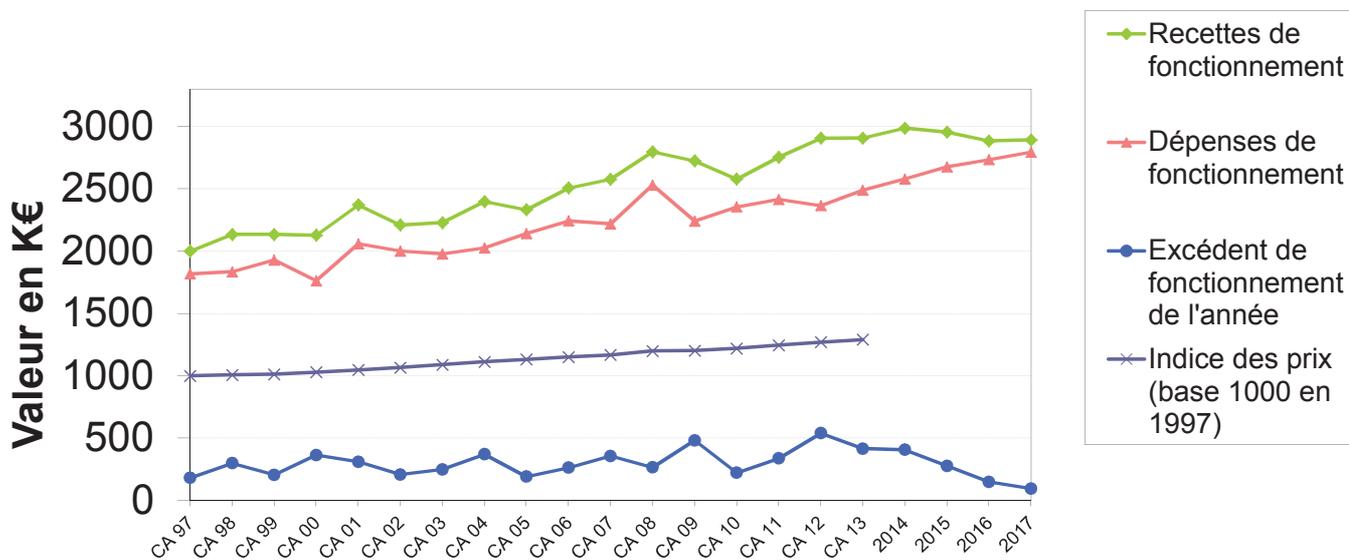
## Charges de personnel nettes des remboursements d'assurance



Cet indicateur permet de suivre l'évolution des frais de personnel déduction faite des remboursements de l'assurance statutaire (en cas de maladie par exemple) et des participations de l'Etat aux emplois aidés. La courbe de l'inflation figure également sur ce graphique.

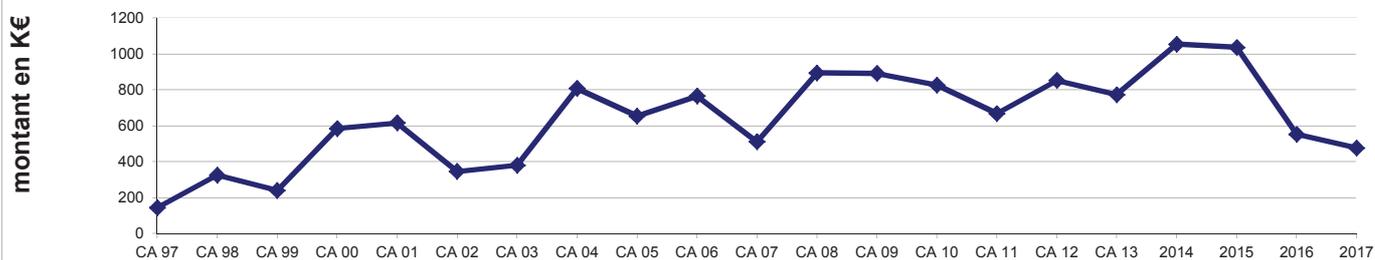


## Recettes et dépenses de fonctionnement



Une baisse de l'excédent de fonctionnement (courbe en bas du graphique) est anticipée, en raison de la probable diminution des dotations de l'État.

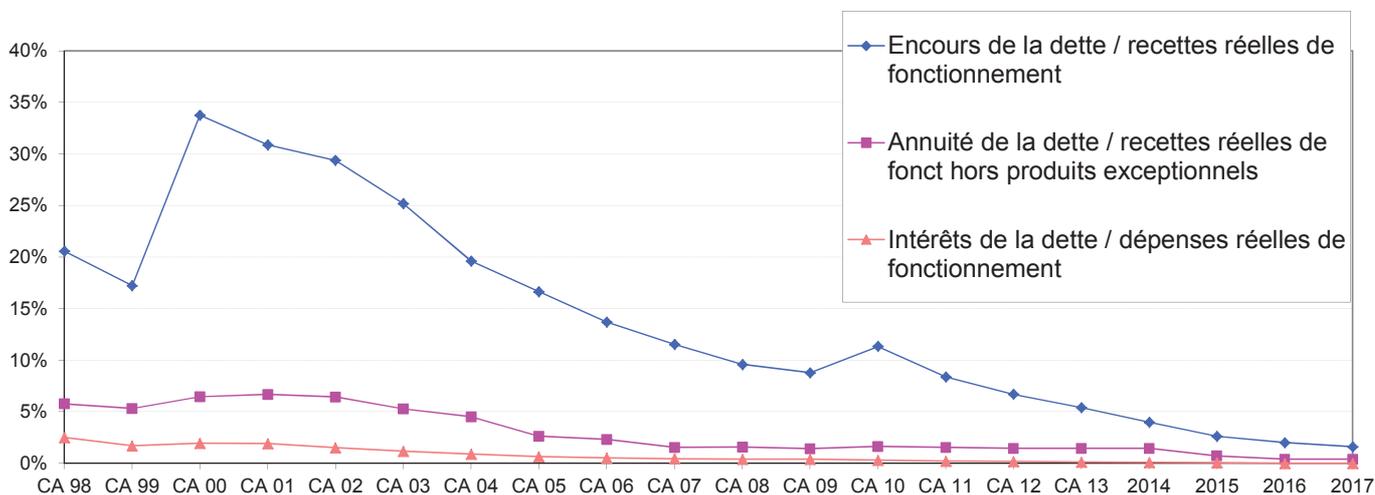
## Capacité de financement des investissements



La vente de l'ancienne école Franchi et de la salle Guingot fait croître la capacité de financement en 2014 et 2015.

La baisse probable des subventions d'investissement à compter de 2015 génère la diminution de la capacité d'investissement constatée sur le graphique.

## Ratios d'endettement



# ANNEXE 4 - LA PROSPECTIVE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE (EN EUROS)

Section de fonctionnement								
Dépenses de fonctionnement								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Charges à caractère général (chap. 011) + charges exceptionnelles	20 865					2 200	2 233	2 266
Charges financières certaines	4 471	3 877	4 149	3 281	2 514	2 400	2 692	2 396
Charges financières si nouvel emprunt								
Dotations aux amortissements et provisions	9 776	13 721	13 721	13 721	14 322	17 000	17 000	17 000
Virement à la section d'investissement	0	0		9 015		220 000	30 000	40 000
<b>Total</b>	<b>35 112</b>	<b>17 597</b>	<b>17 870</b>	<b>26 017</b>	<b>16 836</b>	<b>241 600</b>	<b>51 925</b>	<b>61 662</b>
Recettes de fonctionnement								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Produits des services (chap. 70)		94 169	90 060	88 553	85 192	85 192	85 192	85 192
Subventions d'exploitation								
Subvention d'investissement transférée au compte de résultat	4 412	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932
<b>Total 1</b>	<b>4 412</b>	<b>100 100</b>	<b>95 991</b>	<b>94 485</b>	<b>91 124</b>	<b>91 124</b>	<b>91 124</b>	<b>91 124</b>
Excédents antérieurs reportés	2 892	-27 808	54 695	132 816	201 284	275 572	125 096	164 294
<b>Total 2</b>	<b>7 304</b>	<b>72 292</b>	<b>150 686</b>	<b>227 301</b>	<b>292 408</b>	<b>366 696</b>	<b>216 219</b>	<b>255 418</b>
Excédent de fonctionnement de l'année (reporté en n+1)	-27 808	54 695	132 816	201 284	275 572	125 096	164 294	193 755
Section d'investissement								
Dépenses d'investissement								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Subvention d'investissement transférée au compte de résultat	4 412	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932
Remboursement emprunts	7 868	8 146	8 435	8 733	9 042	9 226	9 513	9 808
Remboursement nouveaux emprunts								
Immobilisations incorporelles								
Travaux sur châteaux d'eau	1 442	2 660		9 457	124 978			
Rénovation réseau d'eau (Grande Cour)			0					
Branchements					20 581	15 000		
Canalisation captage Merrey						33 500		
Autres travaux / études			5 800			50 000	50 000	50 000
Créances droit de déduction de TVA	996		0	1 386	658	24 628	15 319	7 776
<b>Total</b>	<b>14 719</b>	<b>16 738</b>	<b>20 166</b>	<b>25 508</b>	<b>161 190</b>	<b>138 286</b>	<b>80 763</b>	<b>73 516</b>
Recettes d'investissement								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Subventions d'investissement (chap. 13)								
Prêts transformables en subventions								
Emprunts nouveaux								
Réserve								
Installations techniques ( TVA )	1 546	996	0	1 386	658	24 628	15 319	7 776
Amortissements des immobilisations + créances dt de déduction TVA	10 773	13 721	13 721	15 107	14 980	41 628	32 319	24 776
Virement de la section de fonctionnement	0	0	0	9 015	0	220 000	30 000	40 000
<b>Total</b>	<b>12 319</b>	<b>14 717</b>	<b>13 721</b>	<b>25 508</b>	<b>15 637</b>	<b>286 257</b>	<b>77 637</b>	<b>72 552</b>
Solde d'investissement (- si besoin ; + si excédent)	-2 400	-2 021	-6 445	0	-145 553	147 971	-3 126	-964
Solde d'exécution d'investissement reporté (+ si excédent ; - si déficit)	16 629	14 229	12 208	5 763	5 763	-139 790	8 181	5 055
<b>Excédent (+) ou déficit (-) d'investissement</b>	<b>14 229</b>	<b>12 208</b>	<b>5 763</b>	<b>5 763</b>	<b>-139 790</b>	<b>8 181</b>	<b>5 055</b>	<b>4 091</b>
<b>Solde de clôture (exploitation et investissement)</b>	<b>-13 579</b>	<b>66 903</b>	<b>138 580</b>	<b>207 048</b>	<b>135 783</b>	<b>133 277</b>	<b>169 349</b>	<b>197 847</b>



## ANNEXE 6- LA PROSPECTIVE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT (EN EUROS)

Section de fonctionnement							
Dépenses de fonctionnement							
	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Charges à caractère général (chap. 011)	2 042	5 444	5 525	5 608	5 692	5 778	5 864
Charges financières certaines	7 772	7 392	7 000	6 524	6 131	5 744	5 338
Charges financières si nouvel emprunt						29 369	28 719
Dotations aux amortissements et provisions	63 429	66 197	66 000	66 000	292 000	100 000	100 000
Virement à la section d'investissement			230 000	22 000	450 000		0
Dépenses imprévues		0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>73 243</b>	<b>79 033</b>	<b>308 525</b>	<b>100 132</b>	<b>753 823</b>	<b>140 891</b>	<b>139 921</b>
Recettes de fonctionnement							
	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Produits des services (chap. 70)	140 195	147 903	260 000	140 195	110 000	110 000	110 000
Subventions d'exploitation	10 292	10 765	10 292	10 292	10 292	10 292	10 292
Autres produits	33 209	33 047	33 047	33 047	39 047	39 047	39 047
<b>Total 1</b>	<b>183 696</b>	<b>191 715</b>	<b>303 339</b>	<b>183 534</b>	<b>159 339</b>	<b>159 339</b>	<b>159 339</b>
Excédents antérieurs reportés	328 216	438 669	551 351	546 165	629 567	35 083	53 531
<b>Total 2</b>	<b>511 912</b>	<b>630 384</b>	<b>854 690</b>	<b>729 699</b>	<b>788 906</b>	<b>194 422</b>	<b>212 870</b>
<b>Excédent de fonctionnement de l'année (reporté en n+1)</b>	<b>438 669</b>	<b>551 351</b>	<b>546 165</b>	<b>629 567</b>	<b>35 083</b>	<b>53 531</b>	<b>72 949</b>
Section d'investissement							
Dépenses d'investissement							
	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Subvention d'investissement au compte de résultat	33 209	33 047	33 047	33 047	39 047	39 047	39 047
Remboursement emprunts	9 054	10 574	10 214	9 913	7 845	8 232	8 638
Remboursement nouveaux emprunts						21 649	22 999
Immobilisations incorporelles							
immobilisations corporelles (chap. 23)							
Autres travaux	6 333			50 000		50 000	
Travaux sur réseaux	9 121	49 885	4 000				
Station d'épuration	2 165	298 209	210 000		2 130 581		
Créance droit réduction de TVA	9 986	2 563	8 000	88 000	7 741	348 831	0
<b>Total</b>	<b>69 868</b>	<b>394 278</b>	<b>265 261</b>	<b>180 960</b>	<b>2 185 214</b>	<b>467 759</b>	<b>70 684</b>
Recettes d'investissement							
	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Subventions d'investissement reçues (chap. 13)	2 020	51 600	120 400	0	178 142	178 142	0
Prêts transformables en subventions							
Emprunts nouveaux (30 ans à 3%)					1 000 000		
Installations techniques ( TVA ) et Autre immo. Financières	9 986	5 126	2 563	88 000	7 741	348 831	0
Amortissements des immobilisations	73 415	66 197	74 000	154 000	299 741	448 831	100 000
Virement de la section de fonctionnement	0	0	230 000	22 000	450 000	0	0
<b>Total</b>	<b>85 421</b>	<b>122 923</b>	<b>426 963</b>	<b>264 000</b>	<b>1 935 624</b>	<b>975 804</b>	<b>100 000</b>
Solde d'investissement (- si besoin ; + si excédent)	15 553	-271 355	161 702	83 040	-249 590	508 045	29 316
Solde d'exécution d'investissement reporté (+ si excédent ; - si déficit)	8 142	23 695	-247 660	-85 958	-2 918	-252 508	255 537
<b>Excédent (+) ou déficit (-) d'investissement</b>	<b>23 695</b>	<b>-247 660</b>	<b>-85 958</b>	<b>-2 918</b>	<b>-252 508</b>	<b>255 537</b>	<b>284 853</b>
<b>Solde de clôture (Exploitation et investissement)</b>	<b>462 364</b>	<b>303 691</b>	<b>460 207</b>	<b>626 649</b>	<b>-217 425</b>	<b>309 069</b>	<b>357 802</b>

ANNEXE 7- L'ANALYSE FINANCIERE DU BUDGET ASSAINISSEMENT (EN EUROS)

Analyse financière							
	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
<b>Résultat d'exploitation</b>	85 016	87 028	198 767	78 879	-177 400	14 514	14 428
<b>Résultat financier</b>	-7 772	-7 392	-7 000	-6 524	-6 131	-35 113	-34 057
<b>Résultat exceptionnel</b>	33 209	33 047	33 047	33 047	39 047	39 047	39 047
<b>Résultat comptable</b>	110 453	112 682	224 814	105 402	-144 484	18 448	19 418
<b>Charges financières sur charges réelles d'exploitation</b>	79%	58%	56%	54%	52%	86%	85%
<b>Dépenses d'équipement brut sur dépenses réelles d'investissement</b>	75%	97%	96%	93%	100%	93%	0%
<b>Autofinancement sur dépenses d'équipement brut</b>	538%	44%	119%	105%	5%	29%	#DIV/0!
<b>Amortissement de la dette sur dépenses d'équipement</b>	32,8%	3%	5%	7%	0%	7%	#DIV/0!
<b>Subvention d'équipement reçu sur dépenses d'équipement brut</b>	7%	15%	54%	0%	8%	45%	#DIV/0!
<b>Annuité de la dette sur produits réels d'exploitation</b>	11%	11%	6%	11%	12%	54%	55%
<b>Annuité de la dette sur résultat d'exploitation</b>	20%	21%	9%	21%	-8%	448%	455%
Solde intermédiaire de gestion							
<b>Epargne de gestion</b>	148 445	153 225	264 767	144 879	114 600	114 514	114 428
<b>Epargne brute</b>	173 882	178 879	290 814	171 402	147 516	118 448	119 418
<b>Epargne nette</b>	164 828	168 305	280 600	161 489	139 671	88 567	87 781
<b>Recettes réelles d'investissement</b>	12 006	56 726	122 963	88 000	185 883	526 973	0
<b>Capacité de financement des investissements</b>	176 834	225 031	403 563	249 489	325 554	615 540	87 781
<b>Dépenses réelles d'investissement</b>	50 828	381 141	247 047	83 047	2 169 628	89 047	39 047
<b>Besoin de financement</b>	-126 006	156 109	-156 516	-166 442	1 844 074	-526 493	-48 734
<b>Nouveaux emprunts</b>	0	0	0	0	1 000 000	0	0
<b>Variation du fonds de roulement</b>	126 006	-156 109	156 516	166 442	-844 074	526 493	48 734
<b>Reprise des résultats antérieurs</b>	336 358	462 364	303 691	460 207	626 649	-217 425	309 069
<b>Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)</b>	462 364	306 254	460 207	626 649	-217 425	309 069	357 802
<b>Contrôle (résultat d'exploitaion + résultat d'investissement)</b>	462 364	303 691	460 207	626 649	-217 425	309 069	357 802
Financement des investissements							
Capacité de financement	348%	59%	163%	300%	15%	691%	225%
Emprunts	0%	0%	0%	0%	46%	0%	0%
Fonds de roulement (un signe <0 signifie reconstitution du FDR)	-248%	41%	-63%	-200%	39%	-591%	-125%
<b>Total pour vérification</b>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
<b>ANALYSE</b>	<b>CA 2012</b>	<b>CA 2013</b>	<b>CA 2014</b>	<b>CA 2015</b>	<b>CA 2016</b>	<b>CA 2017</b>	<b>CA 2018</b>
En cours de la dette en capital	157 796	154 059	136 621	120 531	1 112 686	1 082 805	1 051 168
Ratios d'endettement							
Encours de la dette / recettes réelles d'exploitation	85,9%	80,4%	45,0%	65,7%	698,3%	679,6%	659,7%
Capacité de désendettement=Encours de la dette / épargne brute (ans)	0,91	0,86	0,47	0,70	7,54	9,14	8,80
Annuité de la dette / épargne de gestion	11,3%	11,7%	6,5%	11,3%	12,2%	56,8%	57,4%
Annuité de la dette / recettes réelles d'exploitation	9,2%	9,4%	5,7%	9,0%	8,8%	40,8%	41,2%
Intérêts de la dette / dépenses réelles d'exploitation	79,2%	57,6%	55,9%	53,8%	51,9%	85,9%	85,3%
Equilibre							
(dép de fonct+amortiss dette)/recettes réelles de fonc <1	0,4	0,5	0,3	0,5	2,0	1,1	1,1